



Enquête Juriconnexion



Juriconnexion a réalisé une enquête auprès des éditeurs juridiques en 2018 afin de mieux connaître le volume, la nature et les modes d'approvisionnement des données juridiques publiques disponibles dans leurs bases de données.

Une tentative de mise à jour en 2019 n'a pas pu aboutir, malgré la collaboration des éditeurs et nous le regrettons. Cette année nous relançons l'étude avec la ferme intention de la publier le plus vite possible.

Comme par le passé, cette enquête vise à fournir à nos adhérents des informations précises sur les fonds disponibles ainsi que sur les services proposés. L'un des objectifs étant de les aider dans leur stratégie d'abonnement.

Depuis notre dernière étude, les modèles économiques et les fonds disponibles ont fortement évolué. L'open data a vu le jour et nos adhérents sont fortement demandeurs d'informations claires.

Les résultats de cette enquête seront traités par Extradoc, société de prestations documentaires juridiques, rendus publics et diffusés sur le site et sur la liste de Juriconnexion.

La date limite de réponse est fixée au 29/02/2024.

* Obligatoire

Identification, coordonnées de l'éditeur

1. Le nom de votre maison d'édition et celui de la/des bases de données que vous commercialisez

2. Vos coordonnées

Fonds de données publiques disponible

Quelle quantité de données juridiques publiques proposez-vous, à ce jour, à vos clients ?

3. Textes publiés au JORF avant 1990



4. Circulaires et instructions (hors BOFIP)

5. Cour de cassation

6. Conseil d'état

7. Cours d'appel

8. Cours administratives d'appel

9. Tribunaux de commerce

10. Tribunaux administratifs

11. Tribunaux judiciaires

12. Conseil des prud'hommes

13. Tribunal des affaires sociales

14. Tribunal des conflits

15. Tribunal paritaire des baux ruraux

16. Conseil constitutionnel

17. Commission de sanctions de l'AMF

18. Sanctions CNIL

19. Autorité de la concurrence

20. INPI

21. ARCEP

22. Autres ? Précisez



Antériorité des fonds à disposition

23. Pouvez-vous indiquer l'antériorité pour chaque cour et/ou autre entité ?

	Depuis 2010	entre 2000 et 2010	Entre 1990 et 2000	Entre 1980 et 1990	Entre 1970 et 1980	Avant 1970
Circulaires et instructions	<input type="radio"/>					
Cour de cassation	<input type="radio"/>					
Conseil d'Etat	<input type="radio"/>					
Cours d'appel	<input type="radio"/>					
Cours administrative d'appel	<input type="radio"/>					
Tribunal commerce	<input type="radio"/>					
Tribunal administratif	<input type="radio"/>					
Tribunal judiciaire	<input type="radio"/>					
Tribunal d'instance	<input type="radio"/>					
Conseil de prud'hommes	<input type="radio"/>					
Tribunal des affaires sociales	<input type="radio"/>					
Tribunal de conflits	<input type="radio"/>					
Tribunal paritaire des baux ruraux	<input type="radio"/>					
Conseil constitutionnel	<input type="radio"/>					
Commission de sanctions de l'AMF	<input type="radio"/>					
Sanction de la CNIL	<input type="radio"/>					
Autorité de la concurrence	<input type="radio"/>					
INPI	<input type="radio"/>					
ARCEP	<input type="radio"/>					
Autres	<input type="radio"/>					



24. Quelles sont vos sources d'approvisionnement ? *

	Oui	Non	N/A
Jurica	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Fonds de concours	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Accord spécifique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Licence Légifrance	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Avocats	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Greffes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Open data	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autres	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

25. A quelle périodicité mettez-vous à jour vos fonds ?

- Quotidiennement
- Hebdomadaire
- Moins fréquemment
- Autre :
- N/A

26. Combien de documents sont-ils ajoutés (en moyenne) au stock par mise à jour ?

- 1000
- 5000
- 10000
- 50000
- Autre :

27. Estimez-vous avoir des fonds publics (jurisprudence, circulaires, instructions...) réellement inédits non répertoriés dans d'autres bases ? *

- N/A
- Non
- Oui

28. Quels fonds sont inédits et ne sont pas répertoriés dans d'autres bases ?

29. Le descriptif de vos fonds est-il consultable en accès libre ?

Oui

Non



30. Merci de nous indiquer l'adresse URL de cette page

31. Développez-vous l'achat la pièce ? (ou pay per view)

Oui

Non

En projet

32. Si vous développez l'achat à la pièce, vous le faites

Pour vos abonnés

A la demande (personne ou structure non abonnée)

Autre :

33. Proposez-vous d'autres services ? *

- Suivi des travaux parlementaires
- Jurimétrie/aide à la décision
- Push/notifications sommaires
- Chaîne contentieuse
- Compateur des documents
- Veille
- N/A
- Similarité/sens des décisions
- Analyse des références juridiques sur les documents
- Autres
- Conventions fiscales
- Alertes personnalisées
- Conventions collectives



Autres services

34. Ces services sont-ils inclus dans votre offre de base ou sont facturés séparément ?

	Oui	Non	N/A
Veille	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Alertes personnalisées	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Analyse des références juridiques sur les documents	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Comparateur des documents	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Suivi des travaux parlementaires	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Chaîne contentieuse	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Jurimétrie/aide à la décision	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Similarité/sens des décisions	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Conventions collectives	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Conventions fiscales	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Push/notification sommaire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autres	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

35. Avez-vous un plan de communication lors de la suppression des titres ?

- Oui
- Non
- N/A

36. Souhaitez-vous apporter un complément d'information sur vos services ?

Intelligence artificielle

37. Avez-vous intégré des fonctionnalités d'intelligence artificielle à vos services ?

- Oui
- Non
- En projet

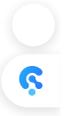


38. Pour quelle application ?

- Recherche
- Analyse de contenu
- Rédaction de texte
- Synthèse
- Traduction
- Autre

Autres remarques et conclusions

39. Avez-vous des remarques complémentaires d'ordre générale à ajouter ?



Traitement des données personnelles

Les informations recueillies via ce formulaire sont enregistrées dans **le système d'information de** CMS Francis Lefebvre Avocats – 2 rue Ancelle – 92522 Neuilly-sur-Seine Cedex pour la gestion du sondage réalisé par l'association Juriconnexion auprès des éditeurs juridiques et autres acteurs de l'information juridique.

La base légale du traitement est l'intérêt légitime.

Les données collectées seront communiquées aux destinataires suivants : **La direction en charge du Knowledge Management de CMS Francis Lefebvre, puis au groupe de travail Juriconnexion/Juriformation chargé de cette étude.**

Les données sont conservées pendant une durée de six mois puis seront ensuite détruites.

Vous pouvez accéder aux données vous concernant, les rectifier, demander leur effacement ou exercer votre droit à la limitation du traitement de vos données. Vous pouvez également pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement de vos données.

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce dispositif, vous pouvez contacter notre délégué à la protection des données par e-mail à l'adresse suivante : dpo@cms-fl.com

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.

Ce contenu n'a pas été créé ni n'est approuvé par Microsoft. Les données que vous soumettez sont envoyées au propriétaire du formulaire.

 Microsoft Forms

